

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction des libertés publiques
et de l'environnement
Bureau de la réglementation et de l'environnement

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

SITA CENTRE EST
à
TORCY

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

N° 2013234 - 0001

VU le code de l'environnement, notamment son livre V et les articles L171-8 et L511-1;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2011 autorisant la société SITA CENTRE EST à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux aux lieux-dits « Terre du Bois de Vers le Haut », « Grand Champ » et « le Grand Pré » du territoire de la commune de Torcy;

VU le rapport et les propositions de suites de l'inspection des installations classées en date du 31 juillet 2013 ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 22 juillet 2013 a mis en évidence que la société SITA CENTRE EST ne respectait pas les prescriptions de l'article 2.6-f de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2011 en ce qui concerne l'absence de document, devant accompagner le plan topographique, décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 22 juillet 2013 a mis en évidence que la société SITA CENTRE EST ne respectait pas les prescriptions de l'article 8.4.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2011 en ce qui concerne la captation des poussières des parties de l'installation de tri, transit et regroupement de déchets qui comportent des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières ;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 22 juillet 2013 a mis en évidence que l'absence de maîtrise des émissions de poussières des matériels utilisés dans l'installation peuvent présenter des dangers ou des inconvénients vis-à-vis des intérêts à protéger énoncés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er:

La société SITA CENTRE EST, dont le siège social est situé 19 RUE Pierre-Gilles de Gennes, 69007 LYON, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite sur la commune de Torcy aux lieux-dits « Terre du Bois de Vers le Haut », « Grand Champ » et « le Grand Pré » :

- **sous 1 mois**, à compter de la signature du présent arrêté, de respecter les prescriptions de l'article 2.6-f de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2011 en transmettant le document, devant accompagner le plan topographique, décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes,
- **sous 3 mois**, à compter de la signature du présent arrêté, de respecter les prescriptions de l'article 8.4.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 septembre 2011, en captant et traitant les poussières émises par les parties de l'installation de tri, transit et regroupement de déchets qui provoquent de fortes émissions de poussières ou en mettant en œuvre des actions permettant de maîtriser les émissions de poussières.

ARTICLE 2

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures mentionnées à l'article L171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative, tribunal administratif de Dijon.

1° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L211-1 et L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet d'Autun, M. le maire de Torcy, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Mâcon, le

22 AOUT 2013

Le préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Magali SELLES